ECONOMIE

4 L'ESSENTIEL



POINT DE VUE DE CHARLES GAVE*
Les années qui viennent vont
être marquées par une lutte
sans merci entre les banquiers
centraux, devenus fous de pouvoir,
et les peuples.

Les banquiers centraux nous jouent des tours... de rôle!

omme chacun le sait, à la fin des années 70, l'inflation faisait rage dans le monde entier. A l'origine de ces baisses de la valeur de la monnaie, une réalité toute simple : dans un certain nombre de pays, comme la France, mais aussi la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Italie, les élus pouvaient donner des ordres à la banque centrale afin que celle-ci finance les déficits budgétaires, faisant de ce fait marcher la fameuse planche à billets... Résultat : bien sûr, une forte hausse des dépenses étatiques bien souvent non productives financées par de l'argent créé ex nihilo. Ces pratiques illustraient parfaitement la définition de l'inflation donnée par Ruef : «L'inflation, c'est de subventionner des dépenses qui ne rapportent rien avec de l'argent qui n'existe pas. » Un certain nombre de pays, cependant, résistaient tant bien que mal à cette déferlante, en tête desquels on trouvait l'Allemagne et la Suisse. Et pour cause! Ces deux pays avaient une caractéristique commune: leur banque centrale était constitutionnellement indépendante des pouvoirs politiques. La démonstration entre l'indépendance de la banque centrale et l'absence d'inflation devint de fait une évidence, et la solution retenue fut de rendre les banques centrales indépendantes des pouvoirs politiques un peu partout, ce qui rassura les investisseurs.

Donner le pouvoir régalien de battre monnaie à une personnalité non élue, c'était prendre le risque que cette personne se prenne pour... le souverain.

Taux d'intérêt et taux d'inflation commencèrent à s'écrouler au début des années 80, ce qui déclencha le grand marché haussier sur tous les actifs financiers qui dura de 1982 à 2000. A partir de 2000, les choses commencèrent à se gâter, et, pour être parfaitement honnête, j'ai mis du temps à comprendre ce qui se passait, ce dont je ne suis pas particulièrement fier. Donner le pouvoir régalien de battre monnaie à une personnalité non élue sans que ce pouvoir soit bien délimité par des textes extraordinairement précis, c'était prendre le risque que cette personne se prenne pour... le souverain, et qu'elle essaie de mettre en œuvre ses propres idées politiques et économiques pour lesquelles personne n'a voté, sans qu'aucun contrôle puisse être effectué. Car tous les garde-fous mis en leur temps par les Allemands pour éviter cette dérive sautent les uns après les autres. Les années qui viennent vont donc être marquées par une lutte sans merci entre les banquiers centraux, devenus fous de pouvoir, et les peuples.

Il est de bon ton de condamner les élus et d'encenser les technocrates. Je me permets de ne pas être d'accord. Je peux me débarrasser, par l'élection, des élus qui m'indisposent. Alors que nul n'a pu nous débarrasser de M. Trichet, responsable d'au moins 1 million de chômeurs en France depuis sa prise de contrôle, d'abord de la politique monétaire en France, puis de la tête de la BCE... Cette lutte va être longue et difficile, mais l'issue en est certaine. Comme toujours, la démocratie triomphera. Ce qui veut dire qu'en termes de placements il faut éviter tous les secteurs qui risquent d'être touchés par ces batailles, et je les mentionne pour mémoire à nouveau, comme je le fais depuis bientôt trois ans : les marchés obligataires de l'EuroLand, les financières, les valeurs domestiques et les valeurs de consommation, surtout en EuroLand. Parallèlement, il faut concentrer ses voirs dans des pays où la hanque centrale, tout en étant autonome ou indépendante, gère le profit des intérêts du pays et non pas en fonction des foucades de quelque fonctionnaire se prenant pour Napoléon ou Charlemagne et ayant un projet politique de création d'un Etat européen dont personne ne veut. Parmi ces pays, on trouve la Suède, le Danemark, la Norvège, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie, Hongkong, Singapour et bien d'autres encore. En ce qui concerne les Etats-Unis, j'avais très bon espoir, après la raclée que les Démocrates avaient prise en automne dernier, que M. Bernanke soit passé de nouveau sous le contrôle du Congrès. Hélas, il vient de faire des déclarations d'autant plus perturbantes qu'elles paraissent traduire son intention de continuer de manipuler taux d'intérêt et taux de change pour les trois ans qui viennent. Que le lecteur me donne un peu de temps pour comprendre et interpréter, avec le recul nécessaire, ces déclarations. D'ici là, je lui conseille de suspendre ses achats à Wall Street. * charlesgave@gmail.com